

## The Legal News.

VOL. VIII.

MAY 30, 1885.

No. 22.

The act 48 Vict., ch. 21 (Quebec), which was assented to May 9, 1885, makes some changes with respect to Reviews. It enacts:—

1. The following paragraph is added to article 494 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, as replaced by the act 34 Victoria, chapter 4.

"4. From all judgments concerning municipal corporations and municipal offices, on proceedings taken in virtue of chapter 10 of title second of book second of the second part of this code."

2. Article 497 of the said Code is repealed and replaced by the following:

"497. This review cannot be obtained, until the party demanding it has deposited in the office of the prothonotary of the Court which rendered the judgment, and within eight days from the date of such judgment a sum of twenty dollars, if the amount of the suit does not exceed four hundred dollars, or of forty dollars if the amount of the suit exceed four hundred dollars, if the review is taken in virtue of paragraph 4 of article 494, or if it be a real action; together with an additional sum of three dollars for making up and transmitting the record, when the judgment has been rendered elsewhere than in the cities of Quebec and Montreal.

The amount thus deposited is intended to pay the costs of the review incurred by the opposite party if the court should grant them, if not, it is returned to the party by whom it was deposited."

"3. The following article is added after article 500 of the said Code:

"500a. Cases instituted in virtue of paragraph 4 of article 494 have precedence over all other cases."

4. The act 45 Vict., chap. 33 is repealed.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

The decision of Mr. Justice Papineau in *Bessette v. Howard* is noted in the present issue, not because of any novelty in the prin-

ciple laid down, but because the judgment has been widely represented in the press as one which held barbed wire fences to be illegal. As these fences are very extensively constructed throughout the country, a decision condemning them in general terms would have considerable importance. Our report of *Bessette v. Howard*, which, we may remark, has been approved by the learned judge presiding, goes no further than to hold that a person who uses a barbed wire fence about his land is responsible for damages arising from bad construction. It is always difficult to ascertain the precise facts in a case where the evidence is entirely oral, but we understand that in this case the learned judge considered that the wires were too loose and too far apart, and that a mare pasturing in an adjoining field was thus induced to pass through, and sustained injuries in the act of passing.

An international question was initiated lately at Philadelphia. A Captain Hutter arrived at that city from Austria, and anchored at Christian Street wharf. Complaint was made that he was conducting himself in a disorderly way, and a warrant was sworn out for his arrest. When an officer attempted to serve the writ the captain declared that the officer had no authority to be upon his vessel, and had him forcibly ejected. The outcome was at once reported to the Court, whereupon Officer Barlow was given a bench warrant and directed to take Captain Hutter into custody. The chief of police and fifty patrolmen were sent to see that he was protected. When Barlow and the policemen arrived at the wharf Captain Hutter and his seamen were in readiness to receive them, armed with pistols and swords. Officer Barlow was flung overboard, some of the policemen were cut and bruised, but the victory was with the Americans, and the captain was marched to the bar of the Court. Captain Hutter was required to enter security to appear for trial. The trial resulted in his acquittal. Upon the captain's arrival in his own country he made complaint to the Austrian authorities, claiming that he was not amenable to the United States authorities, but had the right to be heard by the Austrian Consul. The complaint having been trans-

mitted to Washington, was referred by the State Department to Judge Ludlow, of the Common Pleas Court. The judge in his reply holds that as the vessel was fastened to the wharf at Philadelphia the commander was directly amenable to the laws and had no right of appeal to the Austrian Consul. The authority of the Court having been set aside and defied, he continues, the Judge was authorized to use all the force necessary to have the process executed.

### COUR SUPÉRIEURE.

MONTREAL, May, 1885.

*Coram* LORANGER, J.

KINLOCH et al. v. T. ROBICHON, N. T. ROBICHON, opposant, et LES DEMANDEURS, contestants.

#### *Tarif—Frais—Opposition.*

Le défendeur devait aux demandeurs une somme de \$95; l'action fut commencée par un *capias*. Les demandeurs, conformément à l'usage de la Cour Supérieure du district de Montréal, payèrent sur le bref et sur la procédure en l'action originaire, les déboursés d'une action de \$100 à \$120. Le *capias* fut réglé hors de cour par les parties et jugement intervint en faveur des demandeurs pour la somme de \$95, montant de la dette. Les demandeurs après avoir discuté les biens-mobiliers du défendeur, firent émaner une exécution contre les immeubles. L'immeuble saisi par les demandeurs était évalué à la somme de \$8,000.

L'opposant, N. T. Robichon, fit une opposition à la vente de l'immeuble saisi sur le défendeur, réclamant par sa dite opposition une certaine portion indivise du dit immeuble, comme lui appartenant. La sœur du défendeur, Marie Robichon, fit aussi une opposition réclamant la balance de l'immeuble saisi. Les demandeurs contestèrent les deux oppositions. Jugement intervint, maintenant les oppositions et renvoyant la contestation des demandeurs avec dépens. Le procureur des opposants fit taxer son mémoire sur la dite opposition comme dans une cause de \$200 à \$400, réclamant un honoraire de \$50, conseil à l'enquête, etc. Les demandeurs contestants firent motion pour réviser le mé-

moire de frais du procureur des opposants. Ils alléguèrent que l'action originaire étant considérée comme une action de \$100 à \$120, dernière classe de la Cour Supérieure, l'honoraire sur l'opposition devait être comme de cette classe. Que la cause était en réalité cause à la Cour de Circuit, appelable. C'était le tarif de cette cour sur les oppositions qui devait guider les greffiers dans la taxation du dit mémoire.

Le juge Loranger prit la question en délibéré, et après avoir consulté ses confrères, rendit jugement maintenant les mémoires de frais tels que taxés. L'honorable juge en rendant ce jugement s'appuya sur les articles 1083, 1085, 1086, 1088 et 1089, C. P. C., et jugea que toute la contestation sur l'opposition en question était du ressort de la Cour Supérieure; que la Cour de Circuit dont il était parlé dans les dits articles était la cour qui a juridiction dans les causes au-dessous de \$200, car à l'époque où le Code de Procédure Civile fut promulgué, c'était la Cour de Circuit qui avait juridiction exclusive, dans les districts de Montréal et de Québec, dans tous les districts dans les causes au-dessous de \$200; que l'intention du législateur était par conséquent de faire considérer la procédure sur une saisie d'immeuble comme étant du ressort d'une cour supérieure au-dessous de \$200; que l'on devait payer les déboursés comme sur une action au-dessus de \$200, et que c'était le tarif d'une action de cette classe qui devait régler les frais du procureur.

*H. Gérin-Lajoie*, pour l'opposant.

*T. C. DeLorimier*, pour les demandeurs contestants.

### COUR DE CIRCUIT.

MONTREAL, 28 janvier 1885.

*Coram* PAPIEREAU, J.

BESSETTE v. HOWARD.

*Responsabilité—Clôture en fil de fer barbelé—  
Dommages aux animaux.*

Jugé:—*Que celui qui pour clôturer son terrain fait usage de fil de fer barbelé est responsable du dommage que souffre le propriétaire d'un animal qui s'y blesse lorsque cette clôture n'est pas bien faite.*

Le défendeur employa pour faire sa clôture

de ligne avec un de ses voisins, un nommé Loiseau, du fil de fer barbelé. Le demandeur mit une jument en paturage chez le nommé Loiseau, et l'animal se blessa grièvement sur la clôture en question parce qu'elle était "mal faite, défectueuse et construite de manière à occasionner des accidents nombreux" d'après les allégations du demandeur. De là l'action en dommages pour \$69.00.

Le défendeur plaida que le demandeur connaissait et avait vu la dite clôture sans s'en plaindre, que ce genre de clôture était généralement usitée dans cette Province; et que d'ailleurs, si l'animal s'était blessé, c'était en voulant sauter dans le champ du défendeur.

Le demandeur ayant prouvé qu'il avait souffert des dommages réels au montant de \$36.50, et que la clôture, *telle que faite*, était dangereuse, la Cour jugea que le défendeur était responsable et le condamna à payer cette somme au demandeur avec dépens.

*Préfontaine & Lafontaine*, avocats du demandeur.

*Bethune & Bethune*, avocats du défendeur.

(J.J.B.)

### COUR DE CIRCUIT.

MONTRÉAL, 23 avril 1885.

Coram GILL, J.

GUIMONT V. LÉONARD.

*Lettre d'avocat—Mise en demeure—Demande de paiement.*

Jugé: *Que la demande de paiement faite par une lettre d'avocat, dans le cours ordinaire de l'exercice de la profession, est une mise en demeure suffisante et est d'accord avec les exigences de l'art. 1152 du C. C.*

Le demandeur, qui est huissier, réclamait de la défenderesse la somme de \$1.50 pour signification d'une action dans laquelle elle était demanderesse et Joseph Prévost, défendeur.

La défenderesse a contesté cette action et par son plaidoyer allégué :

Qu'elle ne connaissait aucunement le demandeur et avait appris pour la première fois par la signification de l'action en cette cause, qu'il était son créancier.

Que la somme réclamée par le demandeur était quérable à son domicile et que de-

mande ne lui en avait pas été faite avant l'institution de la présente action.

Et elle déposa avec son plaidoyer le montant réclamé, demandant que ses offres fussent déclarées bonnes et valables et l'action du demandeur en conséquence renvoyée, avec dépens.

La preuve démontra que trois à quatre jours avant l'institution de l'action, une lettre d'avocat, demandant le paiement de la somme réclamée en cette cause, avait été adressée à la défenderesse et par elle reçue.

A l'audience, la défenderesse, invoquant l'art. 1152 du C. C., prétendit que la lettre d'avocat qu'elle avait reçue, ne constituait pas une demande de paiement suffisante d'après les exigences de cet article.

Que demande de paiement aurait dû être faite à son domicile, avant l'institution de l'action, par une personne en mesure de lui donner un reçu valable, et qu'elle n'était pas tenue de se déranger pour payer le demandeur.

Que non-seulement l'avocat ne s'était pas rendu à son domicile, mais qu'en loi, il n'avait pas le pouvoir, en cette seule qualité, de lui donner un reçu valable.

Que si l'avocat jouait le rôle de collecteur, il était tenu aux mêmes obligations que le demandeur lui-même et devait se rendre au domicile de la défenderesse et demander le paiement de la somme due.

Qu'à la première réquisition légale qui lui avait été faite, c'est-à-dire lors de la signification de l'action, elle avait répondu par l'offre de la somme réclamée.

Et la cour renvoya les prétentions de la défenderesse et maintint l'action du demandeur, avec dépens.\*

Action maintenue.

*P. A. Archambault*, pour le demandeur.

*A. Mathieu*, pour la défenderesse.

(J. G. D.)

\* Jugé au contraire, le 31 mars 1884, dans un cas analogue à celui-ci, *in re* No. 616, C. S. Montréal, *Smardon v. Lefebvre et al.*, *Jetté, J.* :

Que la lettre d'avocat, même en matière purement commerciale, ne constitue pas une mise en demeure dans le sens de l'art. 1152 du C. C., et que demande de paiement doit être faite au domicile du débiteur par une personne revêtue du pouvoir de donner valable quittance. (Note du rapporteur.)

## CIRCUIT COURT.

MONTREAL, April 23, 1885.

Before PAPINEAU, J.

THE WILLIAMS MANUFACTURING COMPANY  
V. LALONDE.*Pledge—Rights of owner.*

*Held, that the pledge of a moveable, not belonging to the pledgor but held by him under lease, is void as against the owner of the moveable.*

The plaintiff issued a *saisie revendication* to recover the possession of a sewing machine manufactured by and belonging to it.

The defendant did not contest the ownership of the plaintiff, but pleaded that the sewing machine in question had been pledged to him for rent by one Charron, his tenant; that he held it à *titre de gage*, and maintained that the plaintiff could not recover the machine without first paying to him the amount for which it had been pledged.

It was proved that the plaintiff was the owner of the machine and had leased the same to Charron; that Charron was a tenant of the defendant, and had pledged the machine with him to guarantee the rent; that he had occupied defendant's premises for three months and left without paying the rent, amounting to some \$18. The machine had never been on the leased premises. In support of his case plaintiff cited 42 and 43 Vic. cap. 18, Que. : *Matthews v. Senecal*, 7 L. C. J., p. 222; *Nordheimer v. Fraser*, 1 L. C. L. J. 92; *Cassils & Crawford*, 21 L. C. J., p. 1; Articles 1488, 1489 and 2268, C. C.

PER CURIAM. By 42 and 43 Vic. cap. 18, Que., the articles 1488, 1489, and 2268, of the Civil Code, relating to sale, are made to apply to the contract of pledge. In the present case a sale of the machine would have been void, the pledge therefore is also void, and the *saisie revendication* is maintained with costs against the defendant.

Archibald, McCormick & Duclos, for plaintiff,  
Duhamel, Rainville & Marceau, for defendant.  
(C. A. D.)

## JURISPRUDENCE FRANÇAISE.

*Responsabilité—Accident—Principal locataire—Propriétaire—Défaut de mise en demeure.*

Le principal locataire est substitué au pro-

priétaire d'un immeuble dans le but de veiller à assurer la jouissance et la sécurité des sous-locataires, et il ne saurait dégager sa responsabilité, en cas d'accident résultant du mauvais état de l'immeuble, qu'en faisant la preuve qu'il a mis le propriétaire en demeure d'exécuter les réparations indispensables au bon état de l'immeuble.

(25 août 1884. *Cour d'Appel de Paris. Gaz. Pal.* 8 avril 1885.)

*Cession—Transport—Signification—Saisie-arrêt postérieure—Refus de paiement au cessionnaire.*

En cas de cession de créance, dûment signifiée au débiteur cédé, et dont la validité n'est pas contestée, le dit débiteur n'est pas fondé à se prévaloir de saisies-arrêts pratiquées postérieurement entre ses mains par des créanciers du cédant, pour refuser le paiement aux mains du cessionnaire, ou ajourner ce paiement jusqu'à ce que mainlevée des dites saisies-arrêts ait été rapportée.

(*Cass.* 25 mars 1885. *Gaz. Pal.* 11 avril 1885.)

*Testament—Legs—Mobilier—Argent placé excepté—Actions d'une société minière—Interprétation.*

Si l'interprétation donnée au mot *mobilier* n'est pas absolument impérative, au moins crée-t-elle une présomption qui ne peut être détruite que par des preuves ordinaires, établissant l'intention de la testatrice de restreindre sa libéralité à telle ou telle nature d'objets mobiliers.

La disposition testamentaire par laquelle une femme déclare léguer à son mari *tout son mobilier* doit donc être réputée comprendre les meubles par nature et les meubles par détermination de la loi, notamment les actions d'une compagnie houillère organisée en société civile.

D'ailleurs les dites actions doivent être réputées comprises dans la libéralité alors même que la testatrice aurait déclaré en excepter l'argent placé, cette dernière exception ne pouvant comprendre que les prêts d'argent faits à un tiers, et tout au plus, peut-être, l'achat de certaines valeurs à capital à peu près invariable et à intérêts déterminés, dans

la catégorie desquelles ne rentrent pas les actions ou parts dans une société civile.

(9 mars 1885. *Cour d'Appel de Douai. Gaz. Pal.* 17 av. 1885.)

*Incendie—Responsabilité—Propriétaire—Présomption.*

On ne peut considérer comme partiellement occupée par le propriétaire, la maison dans laquelle les mansardes sont restées à la disposition de celui-ci pour y déposer certains meubles, alors qu'en fait, ces mansardes n'étaient ni occupées par lui, ni destinées à son habitation.

Par suite, le propriétaire ne saurait, en cas d'incendie, être soumis à la responsabilité devant laquelle disparaît la présomption résultant en sa faveur de l'art. 1734 C. C.

(9 déc. 1884. *Cour d'Appel de Chambéry. Gaz. Pal.* 23 av. 1885.)

*Testament authentique—Témoins—Parenté au degré prohibé—1. Legs rémunérateur—Nullité—2. Cassation—Intention du testateur—3. Notaire—Faute—Responsabilité—4. Témoin—Absence de dol—Demande en dommages-intérêts.*

1. Celui à qui, dans un testament authentique, est fait un legs rémunérateur, doit être considéré comme un légataire, et son parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement est, en conséquence, incapable à ce titre de figurer comme témoin au dit testament (résolu par la Cour d'Appel).

2. Le notaire qui a reçu le dit testament doit être déclaré responsable en cas de cette nullité, alors d'ailleurs qu'il est constant qu'il n'a pu ignorer le lien de parenté existant entre le témoin et le légataire.

Mais sa responsabilité peut être atténuée par cette double circonstance qu'il avait été appelé pour recevoir le dit testament la nuit, en toute hâte, et qu'à son arrivée chez le testateur, celui-ci avait déjà choisi et mandé les témoins instrumentaires.

3. Le témoin dont la parenté avec un légataire a entraîné la nullité du testament, ne peut être déclaré responsable de cette nullité, alors surtout qu'il n'est relevé à sa charge aucune déclaration de nature à tromper la vigilance du notaire.

(31 mars 1885, *Cass.—Gaz. Pal.*, 25 av. 1885.)

*APPEAL REGISTER—MONTREAL.*

May 15.

*Beaton & McCool.*—Motion for dismissal of the appeal. Also petition to quash writ for insufficiency of security; C.A.V.

*Mackill & Morgan.*—Petition for appeal from interlocutory judgment; C.A.V.

*Bryson & Cannavan.*—Motion for dismissal of the appeal; granted as to costs.

*Ranson et al. & Vineberg.*—Motion for appeal from interlocutory judgment; motion withdrawn with costs.

*Massé & Archambault.*—Motion for dismissal of appeal; the appellant makes default; appeal dismissed.

*Canadian Pacific Railway Co. & Beauchamp.*—Motion for dismissal of appeal; granted for disbursements.

Same motion and entry in suits of *Canadian Pacific Railway Co. & Payette*; *C. P. R. & Goyette*, and *C. P. R. & Tremblay*.

*McShane & Milburn.*—Heard on merits; C.A.V.

*McShane & Hall.*—Heard on merits; C.A.V.

*Johnson & Consolidated Bank.*—Submitted on factums; C.A.V.

*Angus & Ontario Bank.*—Case declared settled.

*Fisher & Evans.*—Heard on merits; C.A.V.

*Exchange Bank & Pichette.*—Heard on merits; C.A.V.

May 16.

*D'Odette D'Orsennens & Christin.*—Heard on merits; C.A.V.

May 18.

*Lord et al. & Davison.*—On the principal appeal; motion for leave to appeal to the Supreme Court; C.A.V.

*Picard v. B. A. Assurance Co.*—Motion by defendants for leave to appeal from interlocutory judgment; C. A. V.

*Bury & Silberstein.*—Motion for leave to appeal from interlocutory judgment; C. A. V.

*Brunet & Corporation de St. Louis.*—Heard on merits; C. A. V.

*Cross & Windsor Hotel Co.*—Hearing on merits commenced.

May 19.

*Arpin & Bornais.*—Motion for dismissal of appeal granted as to costs. Motion for new security granted by consent.

*Lord et al. & Davison.*—Petition for leave to appeal to Supreme Court granted.

*Farquhar & Normor.*—Motion for leave to appeal from interlocutory judgment; C. A. V.

*Whitehead & Kieffer.*—Motion that inscription for hearing on the merits be struck from the roll as illegal; C. A. V.

*Molsons Bank & Lionais et al.*—Motion for appeal from interlocutory judgment; granted.

*Pinkerton & Côté.*—Application to have cause declared a privileged one; C. A. V.

*Whitehead & Kieffer.*—Motion for *non pros* rejected; costs to abide by the final judgment. Rule against prothonotary not allowed; costs to abide by the final judgment.

*Kieffer & Whitehead.*—Motion to dismiss appeal; C. A. V.

*Whitehead & Kieffer* (No. 19).—Application that cause be heard by privilege with No. 49 *Whitehead & White*; C. A. V.

*Wheeler & Black.*—Motion for new security; C. A. V.

*Cross & The Windsor Hotel Co.*—Hearing on merits concluded; C. A. V.

May 20.

*Jodoin & Archambault.*—Motion for dismissal of appeal; granted as to costs.

*Ex parte Joseph A. Renaud.*—Petition to be admitted bailiff; granted.

*Dorion & Dorion.*—Motion for permission to appeal from interlocutory judgment; C. A. V.

*Whitehead & White.*—Heard on merits; C. A. V.

May 21.

*Pinkerton & Côté.*—Application for precedence refused.

*Whitehead & Kieffer.*—Application for precedence rejected without costs; motion to reject inscription rejected without costs.

*Kieffer & Whitehead.*—Motion for dismissal of appeal rejected with costs.

*Beaton & McCool.*—Motion for dismissal of appeal rejected. Petition to quash writ for insufficiency of security granted, and appeal dismissed *sauf recours*.

*Mackill & Morgan et al.*—Motion for leave to appeal from interlocutory judgment; rejected.

*Bury & Silberstein.*—Motion for appeal from interlocutory judgment; granted.

*Picard & B. A. Assurance Co.*—Motion for appeal from interlocutory judgment; rejected.

*McMillan & Hedge & Guillemette.*—Judgment confirmed; Ramsay and Cross, JJ., *diss.*

*Dominion Abattoir Co. & Hedge & Guillemette.*—Judgment confirmed, Ramsay and Cross, JJ., *diss.*

*Sharpe & Cuthbert.*—Judgment reversed.

*Arless & Belmont Manufacturing Co.*—Judgment reversed, Cross, J., *diss.*

*Tye & Fairman.*—Judgment confirmed, Tessier, J., *diss.*

*Berthiaume & Normandin.*—Petition for appeal from interlocutory judgment; C. A. V.

*Stephen & Hagar.*—Hearing on merits commenced.

May 22.

*Molsons Bank & Lionais et al.*—The *tiers opposants*, respondents, file copy of *désistement* and notice.

*Stephen & Hagar.*—Hearing on merits concluded, C. A. V.

*La Corporation du Séminaire de St. Hyacinthe & La Banque de St. Hyacinthe.*—Heard on merits; C. A. V.

*Ritchie & Klock & Chamberlin.*—Petition for *reprise d'instance*; granted by consent.

*Gadoury, fils & Bazinet et al.*—Petition for appeal from interlocutory judgment; C. A. V.

*Corbett & The Corporation of Huntingdon.*—Heard on merits; C. A. V.

*Heathers & Forest.*—Hearing on merits commenced.

May 23.

*Meloche & Park.*—Motion for dismissal of appeal; granted.

*Heathers & Forest.*—Hearing on merits concluded; C. A. V.

May 26.

*Farquhar & Normor.*—Motion for appeal from interlocutory judgment rejected, Ramsay, J., diss.

*Wheeler & Black.*—Motion for new security rejected.

*Gadoury & Bazinet.*—Motion for leave to appeal rejected.

*Berthiaume & Normandin.*—Motion for leave to appeal rejected.

*Roy & G. T. R. Co.*—Judgment confirmed.

*G. T. R. & Meegan.*—Judgment confirmed.

*Starnes & Molson & Flynn.*—Judgment reversed. Motion for leave to appeal to Privy Council granted.

*Molson & Starnes & Flynn.*—Appeal dismissed. Motion for leave to appeal to Privy Council granted.

*Dorion & Dorion* (No. 120).—Judgment reformed, Ramsay, J., dissenting.

*Macmaster & Moffatt.*—Judgment reversed, Dorion, C.J., and Cross, J., dissenting.

*Whitehead & Kieffer.*—Motion for order giving provisional possession of the machinery; C. A. V.

*Trudeau & La Société de Construction Montarville.*—Motion for dismissal of appeal; delay of 8 days allowed appellant to return writ and record.

*Jones et al. & Cuthbert.*—Submitted on factums; C. A. V.

*Davidson & O'Halloran.*—Submitted on factums; C. A. V.

May 27.

*Whitehead & Kieffer.*—Motion for provisional possession of machinery rejected.

*Walsh & Howard* (Quebec case).—Motion for leave to appeal refused.

*Carrier & Bender; Bender & Carrier* (Quebec cases).—The two judgments are reversed and cases referred to experts; each party paying his own costs in appeal; costs below reserved.

*Dorion & Dorion.*—Motion for appeal from interlocutory judgment rejected.

*Métras & Trudeau.*—Judgment confirmed.

*Donsereau & Letourneux.*—Judgment re-

versed; condemnation limited to \$1,000, with interest from 15 Oct. 1878.

*Western Assurance Co. & Scanlan & O'Connor.*—Judgment confirmed.

*Sundberg & Wilder.*—Judgment confirmed.

*Darling & Ryan.*—Judgment confirmed.

*Berard-Lepine & Corporation of Berthier.*—Confirmed.

*Corporation of Berthier & Guevremont.*—Judgment confirmed, Baby, J., diss.

*La Banque d'Echange & Carle.*—Motion to dismiss appeal; rejected with costs.

The Court adjourned to 12 noon, June 10.

SIGNING A NOTE OR DEED.

In the story of Ali Baba and the Forty Thieves, it will be remembered that one of the robbers undertook to identify the house to which he wished to lead his comrades by setting a chalk-mark upon the door, and that the scheme failed because Morgiana placed a like mark upon the doors of all the houses in the same street. Now suppose the chalk-mark had signified to the thief that the house was (say) the twenty-fourth one on the right from the corner. In vain would Morgiana have multiplied the mark, the meaning would have remained single; and unconfounded by its recurrence throughout the street the thief would have pitched at once upon the house which he originally had selected.

The story and the supposition will serve to introduce at once the thought of a classification and a natural history of signs.

The natural progress is from things to thoughts, from images and representations to mere identifying instrumentalities. That is, significant by evolution become (mere) signs.

We will take the word 'sign' and consider how it, and the fact it means, with various accessory words and circumstances, more or less closely connected, reveal this progress.

In common idea, to 'sign' a note is to subscribe it, to write one's name underneath. But in law it is not so; the name anywhere is a 'signing,' that is, a marking out who it is that is responsible. And this name marks out who, not because it means the man but merely identifies him, as the chalk-mark did

the door. John Smith originally meant that John who is the smith, now it is no longer a mark of his calling; as Johnson originally meant the man who is the son of John, but no longer does. And as one, out of many doors chalked alike and meaning nothing, can no longer be identified, singled out, so Johnson (and still more John Smith) cannot, as such, be individualised. For, as the grammars say, he 'is a noun of multitude.'

Again, a printed name, one struck by stamp, stencil, or die, is a signature, an identifying mark, for in law the marking out need not be written. Further, not even a name, nor initials, need be used; for a man may make his 'mark'—that is, may hold the pen while a cross is made an evidence of his act of assent. And this cross is itself now an arbitrary unmeaning thing, though in Darwinian phraseology an evidence of survival of a mark once religiously significant; for of old this signature of the cross pledged the faith of a Christian; now an atheist or infidel may so unquestioned sign. A curious survival this of Christianity in the law! I quote Blackstone as evidence: 'Propria manu pro ignorantia literarum signum sanctæ crucis expressi et subscripsi' ('with my own hand, on account of my ignorance of writing, I have made and drawn underneath the sign of the holy cross;') the language written for Caedwalla, a Saxon king, at the end of one of his charters).

Then the seal attending the signature to a deed. The 'seal' is a word survival of *sigillum*; as a figured scroll with the mystic L. S. inside is an ink survival or image of the wax. L. S., the 'signs' of *locum sigilli*, the place where the seal ought to be, but isn't. The charity of legislative over-rulings of the strict common law allows the mystery of the scrolled (and scrawled) L. S., instead of the antiquated necessary wax 'capable of receiving an impression'—that is, of being permanently marked and characterised by the die or signet-ring of the party to be bound. Of old, the seal, the impressed wax, was the only one legal mark, proof of the 'execution' (doing, carrying out to completion) of the 'deed.' And the 'deed' was (to be ungrammatical) the thing 'did.'

You see, the old common law, when kings,

noblemen, and people were more in the way of handling swords than pens, and making marks in blood than in ink, required the mark in the wax as the sign of the deed done; and no signing in the ink way was at all necessary. I give more from Blackstone as evidence: 'The Normans change the work of the scribes (which in England was customarily perfected by golden [illuminated] crosses and other holy marks) into impressed wax, and reject the mode of drawing' (the crosses and marks) 'used by the English.'

Now to return to the word *sigillum*. Notice that this is the diminutive of *signum* (see the first quotation from Blackstone), and so within the completed circle of its history is 'seal' a double, and indeed a triple 'little sign.' First, it is the mark of the deed, the solemn considered act done. Secondly, the *thing* being used instead of ink, and the *name* being Latin, not English, it is a mark of the want of education and of the great influence of the Roman clergy (or clerks) who knew how to write, or were supposed to know; and some of whom drew up the 'scribal' portion of the deed. Thirdly, its verbal parent is the very word in Latin from which we have the English word 'sign' at all. Now *signum* further corresponds to the Greek *eikon*, image. So that we see the word 'sign' in its own development demonstrating the principle that the progress is from things to thoughts, from pictures, images, likenesses of the tangible and visible, from representative meanings, to symbols, unmeaning marks, of some thing.

The word 'sign' has now done (as Humpty Dumpty in the Alice Book would say a fair day's work; will therefore be dismissed the Court.

We started with signing a note. Consider the word 'note' a little. Commercially this stands for a promise to pay, and also the paper on which the promise is written. But in law the note is neither the paper nor the promise (in strictness); it is the evidence, memorandum, mark of the promise. *Nota* (note mark). *Nosco*, to know; *Notum*, the known. *Nota* is thus the known mark of a known thing—its characteristic. This last word, in turn, is from the Greek *charasso*, to cut, to cut a mark. Character is the cut which is deeply marked, so as to be remarked. And so the mental and moral qualities of a man constitute the mark of that man. Such is the progress from things to thoughts, from the physical to the metaphysical. Yet reversion, as it may be termed, often occurs; thus commercially the note is not the memorandum of an agreement simply—but the writing or even the paper written; the transfer of idea here being from thoughts to things.—J. B. Wood in *Albany Law Journal*.